



CONVENTION NATIONALE DE LA JCI MALI

AMENDEMENTS DES TEXTES

I. Constitution

N'article	Anciens Articles	Nouvelles Propositions d'articles	Motions adoptées
ARTICLE 4-1 définition	<p>Les Organisations Locales dont les objectifs et les activités sont en accord avec les buts de la JCI et de JCI MALI et qui sont officiellement affiliées à cette dernière sont reconnues comme Organisations Locales de JCI MALI.</p> <p>Les Organisations Locales sont réparties en quatre Zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zone 1 : Régions de Kayes et Koulikoro ; • Zone 2 : Régions de Sikasso et Ségou ; • Zone 3 : Régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal ; • Zone 4 : District de Bamako 	<p>Les Organisations Locales dont les objectifs et les activités sont en accord avec les buts de la JCI et de JCI MALI et qui sont officiellement affiliées à cette dernière sont reconnues comme Organisations Locales de JCI MALI.</p> <p>Les Organisations Locales sont réparties en Six (06) Zones :</p> <p>Zone 1 : régions de Kayes, Zone 2 : région Koulikoro Zone 3 : régions de Ségou et de Sikasso, Zone 4 : Région de Mopti Zone 5 : régions de Tombouctou Gao et Kidal Zone 6 : District de Bamako</p>	<p>REJETEE</p>
Article 4-2 qualification	<p>Pour que leur candidature à l'affiliation à l'Organisation Nationale puisse être prise en compte, les Organisations Locales situées au Mali doivent satisfaire aux conditions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. 2. Se conformer à la limite d'âge selon les termes de l'article 5-6 de la présente constitution ; 	<p>Se conformer à la limite d'âge selon les termes de l'article 4-6 de la présente constitution ;</p>	<p>Se conformer à la limite d'âge selon les termes de l'article 4-6 de la présente constitution ;</p> <p><i>Se référer a un article précis de la constitution.</i></p>

ARTICLE 4-8 perte des droits	<p>ARTICLE 4-3 OLM potentielle</p> <p>Dernier paragraphe : Suite à l'exécution des points inscrits ci-dessus, le statut d'Organisation Locale Provisoire est accordé à l'Organisation Locale potentielle après au moins six (06) mois d'activité, et au terme d'un vote à la majorité des deux tiers (2/3) du Comité Directeur qui proposera le passage d'Organisation Locale Potentielle à d'Organisation Locale à l'Assemblée Générale du Conseil National ou de la convention Nationale.</p>	<p>ARTICLE 4-3 Organisation Locale potentielle</p> <p>Dernier paragraphe : Suite à l'exécution des points inscrits ci-dessus, le statut d'Organisation Locale Provisoire est accordé à l'Organisation Locale potentielle après au moins six (06) mois d'activité, et au terme d'un vote à la majorité des deux tiers (2/3) du Comité Directeur qui proposera le passage d'Organisation Locale Potentielle à d'Organisation Locale Provisoire à l'Assemblée Générale du Conseil National ou de la convention Nationale.</p>	<p>ARTICLE 4-3 Organisation Locale potentielle</p> <p>Dernier paragraphe : Suite à l'exécution des points inscrits ci-dessus, le statut d'Organisation Locale Provisoire est accordé à l'Organisation Locale potentielle après au moins six (06) mois d'activité, et au terme d'un vote à la majorité des deux tiers (2/3) du Comité Directeur qui proposera le passage d'Organisation Locale Potentielle à d'Organisation Locale Provisoire à l'Assemblée Générale du Conseil National ou de la convention Nationale.</p> <p><i>Pour le titre : cohérence avec les textes,</i></p> <p><i>Au fond : omission du mot provisoire vers la fin du paragraphe</i></p>
ARTICLE 4-4 OLM	<p>L'Organisation Locale provisoire doit remplir les conditions suivantes :</p> <p>Le paiement des cotisations à l'Organisation Nationale pour l'année fiscale en cours ;</p> <p>Faire les formations :</p> <p>A. Connaissance du mouvement ;</p> <p>B. Procédure parlementaire ;</p> <p>C. Gestion d'une Organisation Locale ;</p> <p>Communiquer une liste de vingt-cinq (25) membres, avec leurs noms, adresses et dates de naissance ;</p> <p>Participer à toutes les réunions de l'Organisation Nationale mais ne jouira d'aucun droit de vote.</p> <p>Suite à l'exécution des points indiqués ci-dessus le Comité Directeur par un vote à la</p>	<p>L'Organisation Locale provisoire doit remplir les conditions suivantes :</p> <p>Le paiement des cotisations à l'Organisation Nationale pour l'année fiscale en cours ;</p> <p>Faire les formations :</p> <p>A. Connaissance du mouvement ;</p> <p>B. Procédure parlementaire ;</p> <p>C. Gestion d'une Organisation Locale ;</p> <p>D. Planification et gestion de projet ;</p> <p>E. JCI Achieve</p> <p>F. JCI Impact</p> <p>Communiquer une liste de vingt-cinq (25) membres, avec leurs noms, adresses et dates de naissance ;</p> <p>Participer à toutes les réunions de l'Organisation Nationale mais ne jouira</p>	<p>L'Organisation Locale provisoire doit remplir les conditions suivantes :</p> <p>Le paiement des cotisations à l'Organisation Nationale pour l'année fiscale en cours ;</p> <p>Faire les formations :</p> <p>A. Connaissance du mouvement ;</p> <p>B. Procédure parlementaire ;</p> <p>C. Gestion d'une Organisation Locale ;</p> <p>D. Planification et gestion de projet ;</p> <p>E. JCI Achieve</p> <p>F. JCI Impact</p> <p>Communiquer une liste de vingt-cinq (25) membres, avec leurs noms, adresses et dates de naissance ;</p> <p>Participer à toutes les réunions de</p>

	<p>majorité des deux tiers (2/3) fera une proposition à la prochaine Assemblée Générale du Conseil National ou de la Convention Nationale.</p> <p>L'affiliation provisoire ne peut excéder une durée de six (6) mois sous peine pour l'Organisation Locale de perdre le présent statut.</p>	<p>d'aucun droit de vote.</p> <p>Suite à l'exécution des points indiqués ci-dessus le Comité Directeur par un vote à la majorité des deux tiers (2/3) fera une proposition à la prochaine Assemblée Générale du Conseil National ou de la Convention Nationale.</p> <p>L'affiliation provisoire ne peut excéder une durée de six (6) mois sous peine pour l'Organisation Locale de perdre le présent statut.</p>	<p>l'Organisation Nationale mais ne jouira d'aucun droit de vote.</p> <p>Suite à l'exécution des points indiqués ci-dessus le Comité Directeur par un vote à la majorité des deux tiers (2/3) fera une proposition à la prochaine Assemblée Générale du Conseil National ou de la Convention Nationale.</p> <p>L'affiliation provisoire ne peut excéder une durée de six (6) mois sous peine pour l'Organisation Locale de perdre le présent statut.</p> <p><i>Mieux outiller les OLs depuis leurs créations</i></p>
ARTICLE 4-8 perte des droits	<p>Les deux tiers (2/3) des membres du Comité Directeur peuvent, sous réserve d'une ratification par un vote à la majorité des deux tiers (2/3) de l'Assemblée Générale, suspendre provisoirement ou définitivement l'affiliation d'une Organisation Locale s'ils jugent qu'elle ne remplit plus les conditions requises pour l'affiliation à l'ONM telles que stipulées dans l'article 5-2 et suivants.</p>	<p>Les deux tiers (2/3) des membres du Comité Directeur peuvent, sous réserve d'une ratification par un vote à la majorité des deux tiers (2/3) des voix de l'Assemblée Générale, peut suspendre provisoirement ou définitivement l'affiliation d'une Organisation Locale s'ils jugent qu'elle ne remplit plus les conditions requises pour l'affiliation à l'ONM telles que stipulées dans l'article 4-2 et suivants.</p>	<p>Les deux tiers (2/3) des membres du Comité Directeur peuvent, sous réserve d'une ratification par un vote à la majorité des deux tiers (2/3) des voix de l'Assemblée Générale, peut suspendre provisoirement ou définitivement l'affiliation d'une Organisation Locale s'ils jugent qu'elle ne remplit plus les conditions requises pour l'affiliation à l'ONM telles que stipulées dans l'article 4-2 et suivants</p> <p><i>L'article 5-2 est relatif aux prérogatives exclusives de l'Assemblée Générale</i></p> <p><i>Art : 4-2 parle de qualification pour être affilié.</i></p>

ARTICLE 5-6 Droit de Vote	Conformément à l'article 6-5, le droit de vote incombe aux seules Organisations Locales de plein droit. Il est établi en fonction du nombre des membres déclarés et pour lesquels l'Organisation Locales a versé des cotisations au moment du vote.	Conformément à l'article 5-5, le droit de vote incombe aux seules Organisations Locales de plein droit. Il est établi en fonction du nombre des membres déclarés et pour lesquels l'Organisation Locales a versé des cotisations au moment du vote.	Conformément à l'article 5-5, le droit de vote incombe aux seules Organisations Locales de plein droit. Il est établi en fonction du nombre des membres déclarés et pour lesquels l'Organisation Locales a versé des cotisations au moment du vote. <i>Pas d'article 6-5 dans la constitution.</i> <i>C'est plutôt l'article 5-5 qui est relatif aux modalités de vote</i>
ARTICLE 5-8 Qorum	Le quorum de l'Assemblée Générale est constitué par cinquante pour cent plus un (50 % + 1) du nombre total des voix des Présidents d'Organisation Locale (ou leurs représentations dûment autorisées) calculés selon l'article 6-5.	Le quorum de l'Assemblée Générale est constitué par cinquante pour cent plus un (50 % + 1) du nombre total des voix des Organisations Locales (ou leurs représentations dûment autorisées) calculés selon l'article 5-5.	Le quorum de l'Assemblée Générale est constitué par cinquante pour cent plus un (50 % + 1) du nombre total des voix des Organisations Locales (ou leurs représentations dûment autorisées) calculés selon l'article 5-5. <i>Article 5-5 au lieu de 6-5</i>
CHAPITRE X : RESPONSABLES	ARTICLE 10-5 candidatures Délai : Toute candidature à des postes de responsable élus doit se faire par écrit et les Organisations Locales doivent adresser ces candidatures au Secrétaire Général, qui doit les recevoir au plus tard Trente (30) jours avant la réunion de la convention. Le Secrétaire Général enverra à toutes les Organisations Locales, dans les dix (10)	ARTICLE 10-5 candidatures Délai : Toute candidature à des postes de responsable élus doit se faire par écrit et les Organisations Locales doivent adresser ces candidatures au Secrétaire Général, qui doit les recevoir au plus tard Trente (30) jours avant la réunion de la convention. Le Secrétaire Général enverra à toutes les Organisations Locales, dans les dix (10)	Tout past président universitaire JCI MALI peut être candidat au poste de Vice Président National, si sa candidature est soutenue par son organisation locale d'accueil à jour de cotisation. REJETEE

	<p>jours suivants la date de clôture de réception des candidatures, une liste de candidats, accompagnée de leur Curriculum Vitae.</p> <p>Extension de délai : dans l'éventualité ou le nombre des candidats est inférieur au nombre requis à la clôture officielle des candidatures, le Président peut prolonger le délai de réception à un poste donné jusqu'à 09 heures au jour du commencement de la Convention Annuelle.</p> <p>Le nombre minimum de candidat à chaque poste est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un candidat pour la Présidence 	<p>jours suivants la date de clôture de réception des candidatures, une liste de candidats, accompagnée de leur Curriculum Vitae.</p> <p>Extension de délai : dans l'éventualité ou le nombre des candidats est inférieur au nombre requis à la clôture officielle des candidatures, le Président peut prolonger le délai de réception à un poste donné jusqu'à 09 heures au jour du commencement de la Convention Annuelle.</p> <p>Le nombre minimum de candidat à chaque poste est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un candidat pour la Présidence <p>NB : Les membres des JCIU peuvent avoir la même carrière à la JCI au niveau national que les membres des Organisations locales de pleins droits.</p>	
--	---	---	--

<p>ARTICLE 10-6</p> <p>Qualification</p>	<p>Qualification spécifique des membres du Comité Directeur National :</p> <p><u>Age</u> : <u>Aucun</u> candidat atteignant sa quarantième année (40è) avant le commencement de son mandat ne peut être élu ou nommé.</p> <p><u>Membre</u> : Tout candidat à une élection ou tout responsable nommé doit être membre individuel d'une Organisation Locale qui doit être, au moment de l'élection ou de la nomination à jour dans le paiement de sa cotisation à JCI MALI.</p> <p><u>Participation à la convention</u> : A moins d'en être excusés par le Président pour des raisons valables, les candidats aux élections doivent être enregistrés et doivent participer à la Convention à laquelle ils présentent leur candidature.</p>	<p><u>Age</u> : <u>Aucun</u> candidat atteignant sa quarantième année (40è) avant le commencement de son mandat ne peut être élu ou nommé.</p> <p><u>Membre</u> : Tout candidat à une élection ou tout responsable nommé doit être membre individuel d'une Organisation Locale qui doit être, au moment de l'élection ou de la nomination à jour dans le paiement de sa cotisation à JCI MALI.</p> <p><u>Participation à la convention</u> : A moins d'en être excusés par le Président pour des raisons valables, les candidats aux élections doivent être enregistrés et doivent participer à la Convention à laquelle ils présentent leur candidature.</p> <p>Il sera organisé à la veille de chaque convention nationale une académie de formation pour les candidats aux postes électifs au niveau national. Le contenu de cette académie sera proposé par l'institut de formation et valider par le Comité Directeur National.</p>	<p>Mieux outiller les candidats pour les défis futurs</p> <p>REJETEE</p>
<p>ARTICLE 10-6</p> <p>Qualification spécifique des membres du Comité Directeur National</p>	<p>Le Président :</p> <p>Le Président doit avoir occupé le poste de Deputy Président</p> <p>Le Deputy Président :</p> <p>Le candidat Deputy Président doit remplir les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etre au moins Diplômé(e) Formateur JCI, 	<p>pour la candidature au poste de Président National : la rendre flexible avec les dispositions sur les postes vacants.</p> <p>Avec le changement dans JCI TRAINING quel contenu donné à « DIPLOME FORMATEUR JCI »</p>	<p>Le Président :</p> <p>Le Président doit avoir occupé le poste de Deputy Président sous réserve des dispositions de l'article 10-17</p> <p>Le Deputy Président :</p> <p>Le candidat Deputy Président doit remplir les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etre au moins Diplômé(e) Formateur JCI

	<p>Le Commissaires aux Comptes</p> <p>Le Commissaires aux Comptes Le Commissaire aux comptes est l'auditeur interne de l'Organisation. A ce titre il :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approuve et certifie les comptes de l'exercice à la convention annuelle. • Procède à des audits trimestriels des comptes de l'Organisation et présente un rapport d'audit au Comité Directeur. • Procède à l'audit des comptes des différents projets après dépôt du rapport d'exécution de ceux-ci. • Peut aussi procéder à un audit des différents projets en cours d'exécution si la majorité simple des membres du Comité Directeur National le juge nécessaire. • produit des rapports sur les comptes à l'ON, • vérifie les registres de dépenses qui font état des chèques et des paiements effectués, • vérifie les livres des recettes, • vérifie le paiement des cotisations, dons, legs et sponsors. • Il fait des recommandations pour l'année suivante. 	<p>Les Commissaires aux Comptes Le Commissaire aux comptes est l'auditeur interne de l'Organisation. A ce titre il :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approuve et certifie les comptes de l'exercice à la convention annuelle. • Procède à des audits trimestriels des comptes de l'Organisation et présente un rapport d'audit au Comité Directeur. • Procède à l'audit des comptes des différents projets après dépôt du rapport d'exécution de ceux-ci. • Peut aussi procéder à un audit des différents projets en cours d'exécution si la majorité simple des membres du Comité Directeur National le juge nécessaire. • produit des rapports sur les comptes à l'ON, • vérifie les registres de dépenses qui font état des chèques et des paiements effectués, • vérifie les livres des recettes, • vérifie le paiement des cotisations, dons, legs et sponsors. • Il fait des recommandations pour l'année suivante.
--	---	--

			<i>Un vide important à combler pour l'amélioration du management de notre organisation</i>
--	--	--	--

<p>ARTICLE 10-10</p> <p>Approbation des nominations</p>	<p>La nomination de chacun des responsables qui sera membre du Comité Directeur comme stipulé à l'article 10-2 doit recevoir la caution écrite du Président de l'Organisation Locale d'origine et approuvée à la majorité des voix par l'Assemblée Générale au cours de la Convention de l'Organisation Nationale ou une quelconque réunion telle que spécifiée à l'article 6-9 ou par vote par correspondance au plus tard vingt (20) jours après le début de l'année de JCI MALI.</p>	<p>La nomination de chacun des responsables qui sera membre du Comité Directeur comme stipulé à l'article 10-2 doit recevoir la caution écrite du Président de l'Organisation Locale d'origine et approuvée à la majorité des voix par l'Assemblée Générale au cours de la Convention de l'Organisation Nationale ou une quelconque réunion telle que spécifiée à l'article 5-9 ou par vote par correspondance au plus tard vingt (20) jours après le début de l'année de JCI MALI.</p>	<p>La nomination de chacun des responsables qui sera membre du Comité Directeur comme stipulé à l'article 10-2 doit recevoir la caution écrite du Président de l'Organisation Locale d'origine et approuvée à la majorité des voix par l'Assemblée Générale au cours de la Convention de l'Organisation Nationale ou une quelconque réunion telle que spécifiée à l'article 5-9 ou par vote par correspondance au plus tard vingt (20) jours après le début de l'année de JCI MALI.</p> <p><i>Pas d'article 6-9 dans les textes, plutôt article 5-9 qui a trait aux réunions</i></p>
<p>ARTICLE 10-14Mandat</p>	<p>...Le Comité Directeur sortant doit, au plus tard le 15 Janvier, procéder à la passation de services. Cette procédure de passation fait l'objet d'un Procès Verbal consigné dans les archives. Il comporte la passation poste par poste et centralisée dans un document unique dit « Document de passation service du Comité Directeur ».</p>	<p>...Le Comité Directeur sortant doit, au plus tard le 15 Janvier, procéder à la passation de services. Cette procédure de passation fait l'objet d'un Procès Verbal consigné dans les archives. Il comporte la passation poste par poste et centralisée dans un document unique dit « Document de passation de service du Comité Directeur ».</p>	<p>...Le Comité Directeur sortant doit, au plus tard le 15 Janvier, procéder à la passation de services. Cette procédure de passation fait l'objet d'un Procès Verbal consigné dans les archives. Il comporte la passation poste par poste et centralisée dans un document unique dit « Document de passation de service du Comité Directeur ».</p> <p><i>Omission de « de »</i></p>

<p>ARTICLE 10-17 report</p>	<p>...Si le Président est dans l'incapacité de remplir ses fonctions pour cause de décès, incapacité, démission ou autre raison, le Vice-président Exécutif assumera la Présidence pour la période restante du mandat du Président suivant approbation de l'Assemblée Générale.</p>	<p>...Si le Président est dans l'incapacité de remplir ses fonctions pour cause de décès, incapacité, démission ou autre raison, le Vice-président Exécutif le plus ancien à la jeune Chambre assumera la Présidence pour la période restante du mandat du Président suivant approbation de l'Assemblée Générale.</p>	<p>Il y a deux vice-présidents, il faut donc résoudre la question du choix du remplaçant.</p> <p>REJETEE</p>
<p>ARTICLE 14-4</p>	<p>Section 1 : formation Gérer la carrière des formateurs dans le but de disposer régulièrement de nouveaux formateurs certifiés CLT, CNT, NG, IG et ITF habilités à conduire les cours officiels.</p> <p>Section 2 : les organes de décision et les modalités de fonctionnement de l'institut de formation sont déterminés par un règlement intérieur validé par les formateurs le Comité Directeur National et adoptés par l'Assemblée Générale Nationale.</p> <p>Section 3 :</p> <p>le Directeur et les Commissaires de formation définis par le règlement intérieur de l'institut sont élus par l'Assemblée Générale Nationale pour un mandat d'un an renouvelable une fois.</p>	<p>Section 1 : formation Gérer la carrière des formateurs dans le but de disposer régulièrement de nouveaux formateurs certifiés habilités à conduire les cours officiels et recommandés de JCI.</p> <p>Section 2 : les organes de décision et les modalités de fonctionnement de l'institut de formation sont déterminés par un règlement intérieur validé par le Comité Directeur National et adoptés par l'Assemblée Générale Nationale.</p> <p>Section 3 :</p> <p>Le Directeur de l'Institut National de Formation définis par le règlement intérieur de l'institut est élu en Assemblée Générale sur proposition du Président National pour un mandat d'un an renouvelable une fois.</p>	<p>Section 1 : formation Gérer la carrière des formateurs dans le but de disposer régulièrement de nouveaux formateurs certifiés habilités à conduire les cours officiels et recommandés de JCI.</p> <p>Section 2 : les organes de décision et les modalités de fonctionnement de l'institut de formation sont déterminés par un règlement intérieur validé par le Comité Directeur National et adoptés par l'Assemblée Générale Nationale.</p> <p>Section 3 :</p> <p>Le Directeur de l'Institut National de Formation définis par le règlement intérieur de l'institut est élu en Assemblée Générale sur proposition du Président National pour un mandat d'un an renouvelable une fois.</p> <p><i>Se conformer aux nouvelles normes JCI</i></p>

<p>ARTICLE 10-7 comité de candidature</p>	<p>Fonctions :</p> <p>Les fonctions du Comité de candidature sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Examiner et vérifier les documents de candidatures soumis par les candidats; - Examiner et approuver les documents de propagande à distribuer par les candidats; - Examiner et évaluer les aptitudes des candidats pour voir s'ils sont capables d'assumer les responsabilités du poste auquel ils sont candidats ; - Certifier à l'Assemblée Générale que les candidats remplissent les conditions stipulées à l'article 10-6. 	<p>Fonctions :</p> <p>Les fonctions du Comité de candidature sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Examiner et vérifier les documents de candidatures soumis par les candidats; - Examiner et approuver les documents de propagande à distribuer par les candidats; - Examiner et évaluer les aptitudes des candidats pour voir s'ils sont capables d'assumer les responsabilités du poste auquel ils sont candidats ; - Certifier à l'Assemblée Générale que les candidats remplissent les conditions stipulées à l'article 10-6. - Informer le ou les candidats dont les dossiers ne sont pas complets en leur indiquant les motifs du rejet de leur dossier ainsi que le Comité Directeur National des motifs du rejet des dossiers le cas échéant. - Rendre public son rapport une semaine avant les élections et de faire un appel à candidature pour les postes non pourvus s'il y a lieu afin que les potentiels candidats puissent prendre part à la formation organisée à leur intention. 	<p>Permettre à d'éventuels candidats de se préparer</p> <p>REJETEE</p>
<p>Article Nouveau</p>		<p>ARTICLE 16-2 : Les Organisations Universitaires payent la moitié de la somme citée en article 16-1 de la cotisation annuelle à la Nationale.</p>	<p>ARTICLE 16-2 : Les Organisations Universitaires payent la moitié de la cotisation annuelle fixée par la JCI MALI de la cotisation annuelle à la Nationale.</p>

		<p>ARTICLE 16-3 :</p> <p>Les organisations Universitaires ne payeront que pour 25 membres correspondant a une voix par l'article 5-5 alinéa 1.</p>	<p>ARTICLE 16-3 :</p> <p>Les organisations Universitaires ne payeront que pour 25 membres correspondant a une voix par l'article 5-5 alinéa 1.</p> <p><i>C'est clarifier la situation des JCI Universitaires.</i></p>
<p>CHAPITRE XVI : COTISATION</p>	<p>ARTICLE 16-2 DATE DE PAYEMENT</p> <p>ARTICLE 16-3 SUSPENSION</p> <p>ARTICLE 16-4 FIN D’AFFILIATION</p>	<p>ARTICLE 16-4 DATE DE PAYEMENT</p> <p>ARTICLE 16-5 SUSPENSION</p> <p>ARTICLE 16-6 FIN D’AFFILIATION</p>	<p>ARTICLE 16-4 DATE DE PAYEMENT</p> <p>ARTICLE 16-5 SUSPENSION</p> <p>ARTICLE 16-6 FIN D’AFFILIATION</p> <p><i>Décalage numérique à cause de l'insertion de deux nouveaux articles</i></p>
<p>ARTICLE 20-3 date de prise d’effet</p>	<p>La constitution prendra effet immédiatement après l’approbation à la majorité des deux tiers (2/3) des membres à la convention de la JCIM.</p>	<p>Après l’approbation à la majorité des deux tiers (2/3) des voix à la Convention de JCI MALI, La constitution prendra effet à partir du 1 Janvier de l’année suivante.</p>	<p>Après l’approbation à la majorité des deux tiers (2/3) des voix à la Convention de JCI MALI, La constitution prendra effet à partir du 1 Janvier de l’année suivante.</p> <p><i>Corriger l'erreur de l'effet immédiat</i></p> <p><i>JCI M remplacé par la JCI Mali</i></p>

II. REGLEMENT INTERIEUR

N°Article	Anciens Articles	Nouvelles Propositions d'articles	ARTICLES ADOPTEES
	Règlements	Articles	Uniformiser les appellations mettre des articles en lieu place de règlement Exemple : mettre l'article N°9 au lieu du Règlement N°9
<i>Nouveau</i> <i>Organisation des manifestations nationales</i>		<p>Toutes les organisations Locales désireuses d'abriter une manifestation nationale doivent déposées une lettre de candidature au secrétariat Général 30 jours avant la Convention Nationale;</p> <p>Cette lettre doit être accompagné de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La liste des membres actifs de l'OL - La capacité d'hébergement de la localité - Une liste des sites potentiels devant abriter les travaux. - Une présentation power point à l'appui de leur candidature lors de l'Assemblée Générale. 	<p>Toutes les organisations Locales désireuses d'abriter une manifestation nationale doivent déposées une lettre de candidature au secrétariat Général 30 jours avant la Convention Nationale;</p> <p>Cette lettre doit être accompagné de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La liste des membres actifs de l'OL - La capacité d'hébergement de la localité - Une liste des sites potentiels devant abriter les travaux. <p>Une présentation power point à l'appui de leur candidature lors de l'Assemblée Générale.</p> <p><i>Etablir des critères d'appels a candidature</i></p> <p><i>Inciter les potentiels OL hôtesse a mieux préparé leurs candidatures</i></p>
REGLEMENT 1.1	Association	Fédération	<p>Fédération</p> <p><i>JCI Mali n'est pas une association</i></p>

			<i>mais plutôt une fédération d'association car chaque OL est l'équivalent d'une association.</i>
REGLEMENT 5.2 SECTION 2	OLM	OL	OL <i>Se conformer à la nouvelle appellation chez JCI.</i>
REGLEMENT 5.3 SECTION 1 METHODE	Encourage	Encourag ent	Encouragent <i>Faute d'orthographe</i>
REGLEMENT 5. 3 Section7	consacrera ses efforts aux Organisation Locale	Organisation s locale s	Organisations locales <i>Accords du pluriel (S)</i>
REGLEMENT 5. 4 Section1	3. Se conformer à la limite d'âge selon les termes de l'article 5.6 de la constitution,	Se conformer à la limite d'âge comprise entre dix huit (18) ans au minimum et quarante (40) ans au maximum	Se conformer à la limite d'âge comprise entre dix huit (18) ans au minimum et quarante (40) ans au maximum <i>Plus de précision</i>
REGLEMENT 5. 4 Section2	Le statut d'Organisation Locale potentielle est acquis à l'Organisation Locale potentielle au terme d'un vote à la majorité des deux tiers (2/3) du Comité Directeur suite à l'exécution des points inscrits ci-dessus.	Le statut d'Organisation Locale potentielle lui est acquis au terme d'un vote à la majorité des deux tiers (2/3) du Comité Directeur suite à l'exécution des points inscrits ci-dessus	Le statut d'Organisation Locale potentielle est acquis au terme d'un vote à la majorité des deux tiers (2/3) du Comité Directeur suite à l'exécution des points inscrits ci-dessus <i>Bonne formulation</i>
REGLEMENT 5. 4 Section3	3. Participer à toutes les réunions de l'Organisation Nationale mais ne jouira d'aucun droit de vote.	4. Participer à toutes les réunions de l'Organisation Nationale mais ne jouira d'aucun droit de vote	4. Participer à toutes les réunions de l'Organisation Nationale mais ne jouira d'aucun droit de vote <i>Correction numérique (le trois était répéter deux fois)</i>

Chapitre VI : ZONES	<p>JCI MALI se découpe sur quatre (4) Zones géographiques :</p> <p>□□Zone 1 : regroupe les Organisations locales des régions de Kayes et de Koulikoro,</p> <p>□□Zone 2 : regroupe les Organisations locales des régions de Ségou et de Sikasso,</p> <p>□□Zone 3 : regroupe les Organisations locales des régions de Mopti, Gao, et Tombouctou,</p> <p>□□Zone4 : regroupe les Organisations locales du district de Bamako,</p>	<p>JCI MALI se découpe sur six (06) Zones géographiques :</p> <p>Zone 1 : région de Kayes</p> <p>Zone 2 : région Koulikoro</p> <p>Zone 3 : Ségou et de Sikasso</p> <p>Zone4 : Région de Mopti</p> <p>Zone5 : Tombouctou Gao et Kidal</p> <p>Zone6 : District de Bamako</p>	<p>Avec la multiplicité des OLs, C'est dans le souci d'améliorer les coordinations des OLs et donner des possibilités de Leadership au niveau national</p> <p>REJETEE</p>
Règlement 6.3 Convention groupée (Assises zonale de la JCI MALI)	La Convention groupée est la manifestation annuelle d'une Zone au cours de laquelle différentes activités sont menées entre autres la prestation de serment des Présidents et membres des nouveaux bureaux des Organisations locales ayant tenues leurs Conventions	<p>Assises zonale de la JCI MALI : est la manifestation annuelle d'une Zone au cours de laquelle différentes activités sont menées entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les sessions de formations - Les ateliers de travail sur les enjeux et les défis des OLs - Les Projets communautaires 	<p>La Convention groupée de la JCI MALI : est la manifestation annuelle d'une Zone au cours de laquelle différentes activités sont menées entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les sessions de formations - Les ateliers de travail sur les enjeux et les défis des OLs - Les Projets communautaires <p><i>Adapter le contenu à la nouvelle réalité.</i></p>
Section 2 Organisation Locale Universitaire	Les Organisations locales peuvent créer des organisations universitaires composés d'élèves, d'étudiants ou de jeunes dont la limite d'âge peut être inférieure à 18 ans.	Les Organisations locales peuvent créer des organisations universitaires composés d'élèves et d'étudiants où la tranche d'âge se situe entre 18 et 30 ans.	<p>Les Organisations locales peuvent créer des organisations universitaires composés d'élèves et d'étudiants où la tranche d'âge se situe entre 18 et 30 ans.</p> <p><i>Uniformiser les textes des Organisations universitaires.</i></p>
Règlement 7.4 Droits de vote	Conformément au règlement 7.3 le droit de vote incombe aux seules Organisation locale de plein droit. Il est établi en fonction du nombre des membres déclarés et pour lesquels l'Organisation Locale a versé des cotisations au moment du vote.	Conformément au règlement 7.3 le droit de vote incombe aux seules Organisations locales de plein droit. Il est établi en fonction du nombre des membres déclarés et pour lesquels l'Organisation Locale a versé des cotisations au moment du vote.	<p>Conformément au règlement 7.3 le droit de vote incombe aux seules Organisations locales de plein droit. Il est établi en fonction du nombre des membres déclarés et pour lesquels l'Organisation Locale a versé des cotisations au moment du vote.</p> <p><i>Faute d'orthographe.</i></p>

Règlement 7.6 Réunions aux fins de passation	a. Une AG aura lieu en fin d'année ou au plus tard le dix(10) Janvier de l'année qui suit, b. Cette AG aura pour objet d'approuver les rapports moral et financier du CDN sortant de la période de la convention à la date de l'AG au cour de laquelle la passation sera faite.	Une AG aura lieu en fin d'année ou au plus tard le dix(10) Janvier de l'année qui suit, Cette AG aura pour objet d'approuver les rapports moral et financier du CDN sortant de la période de la convention à la date de l'AG au cour de laquelle la passation sera faite.	Une AG aura lieu en fin d'année ou au plus tard le dix(10) Janvier de l'année suivante. Cette AG aura pour objet d'approuver les rapports (moral et financier) du CDN sortant. <i>Simplifier la partie un seul point et en a et b or il y a pas de nouvelle idée proposée.</i>
CHAPITRE VIII CONVENTION NATIONALE Règlement 8.1 Programme	Le programme de la Convention comprend les réunions de l'Assemblée Générale et des Comités Directeurs entrant et sortant, ainsi que les Comités Exécutifs entrant et sortant le cas, les cérémonies solennelles d'intronisation du Président National et des membres du Comité Directeur National.	Le programme de la Convention comprend les réunions de l'Assemblée Générale, la cérémonie solennelle d'intronisation du Président National élu et de la cérémonie de récompense	Le programme de la Convention comprend la réunion des Assemblées Générales, la cérémonie solennelle d'intronisation du Président National élu et de la cérémonie de récompense <i>Mettre le contenu réel</i>
Règlement 8.2 Postuler pour une convention nationale			Article a supprimé <i>Le nouvel article sur l'appel à candidature des manifestations nationales prend en compte.</i>
Règlement 8.3 Conférence de presse	Pas de contenu	<ul style="list-style-type: none"> a) La JCI Mali peut organiser une conférence de presse lors des manifestations nationales ou à tout autre moment. b) La conférence de presse peut être organisée pour présenter : <ul style="list-style-type: none"> - Les orientations stratégiques de l'Organisation Nationale - Le plan d'action de l'année suivante - Le rapport de l'exercice précédent - Les apports de l'organisation et de ses démembrements dans la construction nationale c) un dossier de presse est rédigé et valider par le CDN avant la conférence de presse. d) La conférence de presse est dirigée par le Président National 	<ul style="list-style-type: none"> a) La JCI Mali peut organiser une conférence de presse lors des manifestations nationales ou à tout autre moment. b) La conférence de presse peut être organisée pour présenter : <ul style="list-style-type: none"> - Les orientations stratégiques de l'Organisation Nationale - Le plan d'action de l'année suivante - Le rapport de l'exercice précédent - Les apports de l'organisation et de ses démembrements dans la construction nationale c) un dossier de presse est rédigé et valider par le CDN

		assisté par le CDN et/ou tout autres membres ressources.	<p>avant la conférence de presse.</p> <p>d) La conférence de presse est dirigée par le Président National assisté par le CDN et/ou tous autres membres Ressources</p> <p><i>Donner un contenu à l'article de la conférence de presse.</i></p>
CHAPITRE X RESPONSABLES	<p>Les responsables de JCI MALI sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Président • Les deux(2) Vice-présidents Exécutifs • Les quatre(4) Vice-présidents assignés aux Zones .. Le Secrétaire Général • Le Conseiller Juridique National • Le Trésorier 	<p>Les responsables de JCI MALI sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Président • Le Deputy Président • Les deux Vice-présidents Exécutifs • Les six(6) Vice-présidents assignés aux Zones • Le Commissaires aux comptes • Le Secrétaire Général • Le Conseiller Juridique National • Le Trésorier • Les Conseillers du Président (ou Directeurs) • Le Président Sortant ou IPP 	<p>Les responsables de JCI MALI sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Président • Le Deputy Président • Les deux Vice-présidents Exécutifs • Les quatre(4) Vice-présidents assignés aux Zones • Le Commissaires aux comptes • Le Secrétaire Général • Le Conseiller Juridique National • Le Trésorier • Les Conseillers du Président (ou Directeurs) • Le Président Sortant ou IPP <p><i>Ajouter les responsables manquants</i></p>
Règlement 11-3 FONCTIONS DES VICE- PRESIDENTS EXECUTIFS	<p>Les Vice-présidents Exécutifs :</p> <p>3. sont d'une façon générale responsable de la croissance de l'effectif et du développement des Organisations Locales.</p> <p>4. Préparent le programme du thème principal de l'Organisation Nationale de l'année suivante.</p>	<p>Les Vice-présidents Exécutifs :</p> <p>1. sont d'une façon générale responsables de la croissance de l'effectif et du développement des Organisations Locales.</p> <p>2. Préparent le programme du thème principal de l'Organisation Nationale de l'année suivante.</p>	<p>Les Vice-présidents Exécutifs :</p> <p>1. sont d'une façon générale responsables de la croissance de l'effectif et du développement des Organisations Locales.</p> <p>2. Préparent le programme du thème principal de l'Organisation Nationale de l'année suivante.</p> <p><i>Faute d'ordre des points numérique</i></p>

<p>Règlement 11-4 FONCTIONS DES VICE-PRESIDENTS Le Vice-président</p>	<p>Le Vice-président : S'acquitte des tâches qui leur sont confiées par le Président, en particulier supervise, coordonne et favorise la croissance et le développement des activités relatives aux domaines de possibilités de la JCI dans les Organisations Locales qui lui sont confiées. Etudie les informations qui lui parviennent sur les domaines de Possibilités de la JCI et informe les Organisations Locales, leurs Présidents et leurs Comités Directeurs des aspects les concernant particulièrement ou présentant un certain intérêt pour eux. Communique, travaille et visite les Organisations Locales qui lui ont été attribuées par le Président dans les buts suivants :</p> <p>e. Assurer une bonne communication entre les Organisations Locales qui lui sont attribuées et la JCIM</p> <p>a. Promouvoir dans les Organisations Locales dont il est responsable les programmes adoptés par l'Organisation Nationale.</p>	<p>Les Vice-présidents : S'acquittent des tâches qui leur sont confiées par le Président, en particulier supervisent, coordonnent et favorisent la croissance et le développement des activités relatives aux domaines de possibilités de la JCI dans les Organisations Locales qui leurs sont confiées. Etudient les informations qui lui parviennent sur les domaines de Possibilités de la JCI et informent les Organisations Locales, leurs Présidents et leurs Comités Directeurs des aspects les concernant particulièrement ou présentant un certain intérêt pour eux. Communiquent, travaillent et visitent les Organisations Locales qui leurs ont été attribuées par le Président dans les buts suivants</p> <p>e. Assurer une bonne communication entre les Organisations Locales qui leurs sont attribuées et la JCI Mali :</p> <p>f. Promouvoir dans les Organisations Locales dont ils sont responsable les programmes adoptés par l'Organisation Nationale.</p>	<p>Les Vice-présidents : S'acquittent des tâches qui leur sont confiées par le Président, en particulier supervisent, coordonnent et favorisent la croissance et le développement des activités relatives aux domaines de possibilités de la JCI dans les Organisations Locales qui leurs sont confiées. Etudient les informations qui lui parviennent sur les domaines de Possibilités de la JCI et informent les Organisations Locales, leurs Présidents et leurs Comités Directeurs des aspects les concernant particulièrement ou présentant un certain intérêt pour eux. Communiquent, travaillent et visitent les Organisations Locales qui leurs ont été attribuées par le Président dans les buts suivants</p> <p>a. Assurer une bonne communication entre les Organisations Locales qui leurs sont attribuées et la JCI Mali :</p> <p>b. Promouvoir dans les Organisations Locales dont ils sont responsable les programmes adoptés par l'Organisation Nationale.</p> <p><i>Faute de conjugaison (ent)</i></p>
---	---	--	---

<p>Règlement 13.3 Condition d'Admission</p>	<p>La procédure de désignation des candidatures au Sénat est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Approbation de la candidature au niveau de l'Assemblée Générale de l'Organisation Locale par vote à bulletin secret, aux deux tiers (2/3) des voix, - Dépôt des candidatures un mois au moins avant la tenue de la Convention Nationale ; le dossier de candidature comprenant le dossier complet de l'intéressé, le PV de l'AG qui aura adopté la candidature au niveau local, - L'Organisation Locale doit être à jour dans le paiement de ses cotisations à JCI MALI, - Toute candidature au Sénat doit être obligatoirement accompagnée du règlement des frais de Sénat. <p>Les candidatures au Sénat doivent être soumises par le Président d' Organisation Locale.</p>	<p>La procédure de désignation des candidatures au Sénat est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Approbation de la candidature au niveau de l'Assemblée Générale de l'Organisation Locale par vote à bulletin secret, aux deux tiers (2/3) des voix, - Dépôt des candidatures un mois au moins avant la tenue de la Convention Nationale ; le dossier de candidature comprenant le dossier complet (Formulaire de candidature renseigné CV, Copie de la Carte d'identité del'intéressé, le PV et la liste de présence de l'AG qui aura adopté la candidature au niveau local, - L'Organisation Locale doit être à jour dans le paiement de ses cotisations à JCI MALI, - Toute candidature au Sénat doit être obligatoirement accompagnée du règlement des frais de Sénat. <p>Les candidatures au Sénat doivent être soumises par le Président d' Organisation Locale.</p>	<p>La procédure de désignation des candidatures au Sénat est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Approbation de la candidature au niveau de l'Assemblée Générale de l'Organisation Locale par vote à bulletin secret, aux deux tiers (2/3) des voix, - Dépôt des candidatures un mois au moins avant la tenue de la Convention Nationale ; le dossier de candidature comprenant le dossier complet (Formulaire de candidature renseigné CV, Copie de la pièce d'identités en cours de validité de l'intéressé, le PV et la liste de présence de l'AG qui aura adopté la candidature au niveau local, - L'Organisation Locale doit être à jour dans le paiement de ses cotisations à JCI MALI, - Toute candidature au Sénat doit être obligatoirement accompagnée du règlement des frais de Sénat. <p>Les candidatures au Sénat doivent être soumises par le Président d' Organisation Locale.</p> <p><i>Précision sur le dossier</i></p>
<p>CHAPITRE XV : L'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION</p> <p>Règlement 15</p>	<p>Règlement 15-1 : organes</p> <p>Section 2 : le Directeur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il est nommé par le Président National en exercice pour deux ans - Il doit avoir au moins de grade de formateur Excel 	<p>Règlement 15</p> <p>Section 1 : Organes</p> <p>Section 2 : le Directeur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il est nommé par le Président National en exercice pour un mandat de un an renouvelable une fois. - Une expérience de trois ans au moins dans la formation JCI en tant que formateur JCI 	<p>Règlement 15</p> <p>Section 1 : Organes</p> <p>Section 2 : le Directeur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il est nommé par le Président National en exercice pour un mandat de un an renouvelable une fois. - Une expérience de trois ans en tant que formation JCI <p><i>Harmoniser le Règlement Intérieur avec la Constitution</i></p>

Règlement 17.1 Comité de Candidature Section 1 Composition	Le comité de candidature désigné par le Président National est composé de : - Le Président National , - quatre (4) Past-présidents Nationaux	Le comité de candidature désigné par le Président National est composé de : - Le Président sortant (IPP) - quatre (4) Past-présidents Nationaux les plus récents .	Le comité de candidature désigné par le Président National est composé de : - Le Président sortant (IPP) - quatre (4) Past-présidents Nationaux les plus récents . <i>Harmoniser le Règlement Intérieur avec la Constitution</i>
Règlement 17.2 Comité de Candidature Conditions	Le candidat doit : - Avoir participé à au moins deux (02) Congrès Mondiaux, - Avoir participé à au moins deux (02) Conférences de zone, - Avoir occupé deux postes nationaux.	Etre Past Président National et/ou Conseiller Juridique en exercice a défaut le plus récent disponible.	Etre Past Président National et/ou Conseiller Juridique en exercice a défaut le plus récent disponible. <i>Crainte d'éliminer certains et/ou avoir toujours les même.</i>
CHAPITRE XIX SIEGE SOCIAL	Le siège social de la Jeune Chambre du Mali se trouve à l'adresse suivante : - CNPI : boulevard Cheick Zayed, Lafiabougou, Bamako, République du Mali - BP: 1980, Tel.: (223) 29.39.15, Fax :(223) 29.80.85 Il est susceptible de se déplacer à tout autre endroit du territoire national sous réserve d'approbation de l'Assemblée Nationale.	Le siège social de la Jeune Chambre du Mali se trouve à l'adresse suivante : - Direction Nationale de l'Industrie (DNI) boulevard Cheick Zayed, Lafiabougou, Bamako, République du Mali-BP: 1980 Il est susceptible de se déplacer à tout autre endroit du territoire national sous réserve d'approbation de l'Assemblée Nationale.	Le siège social de la Jeune Chambre du Mali se trouve à l'adresse suivante : - Direction Nationale de l'Industrie (DNI) boulevard Cheick Zayed, Lafiabougou, Bamako, République du Mali-BP: 1980 Il est susceptible de se déplacer à tout autre endroit du territoire national sous réserve d'approbation de l'Assemblée Nationale. <i>Correction de l'Adresse du siège de JCI Mali.</i>
Règlement 21.3 Rapport du Comité des Finances	Le Comité des finances devra établir un rapport et l'adresser au Comité Exécutif National au moins une semaine avant la tenue du Conseil National et de la Convocation Nationale.	Le Commissariat aux comptes devra établir un rapport et l'adresser au Comité Exécutif National au moins une semaine avant la tenue du Conseil National et de la Convocation Nationale.	Le Commissariat aux comptes devra établir un rapport et l'adresser au Comité Exécutif National au moins une semaine avant la tenue du Conseil National et de la Convocation Nationale. <i>Remplacement du comité des finances par le Commissariat aux comptes (idem pour les articles suivants)</i>

Règlement 21.6 Documents	Le Comité Exécutif National devra mettre à la disposition de chaque membre lors de l'inscription sur les lieux de la Convention Nationale les documents suivants : - rapport sur sa gestion - La situation financière de l'association - Le rapport du Comité des Finances	Le Comité Exécutif National devra mettre à la disposition de chaque OL lors de l'inscription sur les lieux de la Convention Nationale les documents suivants : - rapport sur sa gestion - La situation financière de la JCI Mali - Le rapport du Commissaires aux comptes	Le Comité Exécutif National devra mettre à la disposition de chaque OL lors de l'inscription sur les lieux de la Convention Nationale les documents suivants : - rapport sur sa gestion - La situation financière de la JCI Mali - Le rapport du Commissaires aux comptes <i>Etre plus logique</i>
Règlement 21.7 Défaillance d'un membre du CDN	En cas de défaillance d'un de ses membres à l'exception du Président, le Comité Exécutif National pourra s'adjoindre d'un remplaçant par cooptation après consultation de l'Assemblée Générale	En cas de défaillance d'un de ses membres à l'exception du Président, le Comité Exécutif National pourra s'adjoindre d'un remplaçant par cooptation après validation de l'Assemblée Générale.	En cas de défaillance d'un de ses membres à l'exception du Président, le Comité Exécutif National pourra s'adjoindre d'un remplaçant par cooptation après approbation de l'Assemblée Générale. <i>Validation d'AGN est importante</i>
Règlement 21.9 Mutation de Membre Section 1 Formalité de mutation	Les membres mutés en cours d'année doivent, pour intégrer l'Organisation Locale de leur ville d'accueil, présenter une lettre de sortie à leur Organisation Locale d'origine. Il reste entendu qu'ils cotisent à l'Organisation Locale qui les aura pris en compte dans sa déclaration d'effectif.	Les membres mutés en cours d'année doivent, pour intégrer l'Organisation Locale de leur ville d'accueil, présenter une lettre de sortie de leur Organisation Locale d'origine.	Les membres mutés en cours d'année doivent, pour intégrer l'Organisation Locale de leur ville d'accueil, présenter une lettre de sortie de leur Organisation Locale d'origine. <i>Il ne doit plus payer sa cotisation parce qu'il n'est plus membre</i>
Section 2 Remplacement des membres du Comité Exécutif Local mutés	Les membres du Comité Exécutif local mutés en cours de mandat devront être remplacés par des directeurs de commission ou de projets par cooptation sur proposition du Président Local.	Les membres du Comité Exécutif local mutés en cours de mandat devront être remplacés par des directeurs de commission ou de projets sur proposition du Président Local et valider par l'Assemblée Générale.	Les membres du Comité Exécutif local mutés en cours de mandat devront être remplacés par des directeurs de commission ou de projets sur proposition du Président Local et valider par l'Assemblée Générale. <i>Insérer par validation par l'Assemblée Générale</i>

Règlement 22.1 Règlements	Les règlements peuvent être modifiés par un vote à la majorité deux tiers (2/3) des membres de l'Assemblée Générale de la Convention de l'Organisation Nationale présents et votant, à condition qu'un préavis écrit définissant l'amendement proposé ait été envoyé à toutes les Organisations Locales trente (30) jours avant la Convention.	Les règlements peuvent être modifiés par un vote à la majorité deux tiers (2/3) des membres de l'Assemblée Générale de la Convention de l'Organisation Nationale présents et votant, à condition qu'un préavis envoyé définissant l'amendement proposé ait été envoyé à toutes les Organisations Locales trente (30) jours avant la Convention.	Les règlements peuvent être modifiés par un vote à la majorité deux tiers (2/3) des membres de l'Assemblée Générale de la Convention de l'Organisation Nationale présents et votant, à condition qu'un préavis envoyé définissant l'amendement proposé ait été envoyé à toutes les Organisations Locales trente (30) jours avant la Convention. <i>Préavis écrit remplacé par préavis envoyé (forum AGN)</i>
Règlement 22.3 Date de prise d'effet	Le Règlement Intérieur prendra effet immédiatement après l'approbation à la majorité des deux tiers (2/3) des membres à la Convention de la JCIM.	Après l'approbation à la majorité des deux tiers (2/3) des voix à la Convention de JCI MALI, Le Règlement Intérieur prendra effet à partir du 1 Janvier de l'année suivante.	Après l'approbation à la majorité des deux tiers (2/3) des voix à la Convention de JCI MALI, Le Règlement Intérieur prendra effet à partir du 1 Janvier de l'année suivante. <i>Corriger l'erreur de l'effet immédiat JCI M remplacé par la JCI Mali</i>

Ségou, le 18 Octobre 2014

Secrétaire de Séance

Sénateur Ousmane Sina DIALLO
Conseiller Juridique Nationale 2014 - JCI Mali

Président de Séance

Sénateur Didi Kouakou DIALLO
Président National 2014 – JCI Mali